



COMBAT OUVRIER

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Samedi 12 Janvier 1980

N° 52

PRIX Antilles 1,50 F
France 2,00 F

Editorial

LES INDIGNATIONS

HYPOCRITES

Depuis le début de l'intervention militaire soviétique en Afghanistan, c'est un véritable déchainement antisoviétique, et anticommuniste qui s'est déroulé à l'échelle mondiale.

De Washington à Pékin, de Londres à Stockholm, c'est le même tollé de protestation des gouvernements bourgeois du monde, protestation relayée, amplifiée, démesurée, grossie par tout ce que le monde contient de plumes serviles, de journalistes ou de commentateurs aveuglés par l'anti-soviétisme.

Les crimes de la bureaucratie soviétique sont réels et l'attitude de l'Union Soviétique, son refus de respecter le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, donne quelque apparence de justesse aux commentaires outrés que l'on peut entendre à la radio et à la télévision ou que l'on peut lire dans la grande majorité des journaux.

Mais les donneurs de leçon de la presse bourgeoise étaient bien moins loquaces lorsqu'il s'agissait pour eux de critiquer tous les crimes commis par les différents impérialismes, ne serait-ce que durant ces dernières années.

Voudraient-ils faire oublier au monde entier les crimes de l'impérialisme américain au Viet-Nam ou à Saint-Domingue, pour ne citer que ces deux pays où le gouvernement des USA est intervenu récemment ?

Où étaient-ils lorsque les soldats français massacraient en Algérie, ou plus près de nous, dans le temps, au Zaïre, au Tchad ou en Mauritanie ?

Non, toutes ces interventions contre des peuples en lutte, toutes ces opérations de brigandage impérialiste ont été couvertes des noms pudiques de «protection des intérêts de l'occident», de «défense du monde libre». Le héros de ces messieurs les journalistes, c'était le béret vert américain, ou le légionnaire français, dont les exploits ont été vantés à longueur de colonnes. Dans ces cas, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, pas plus que les souffrances des populations n'étaient de mise.

Alors, les protestations indignées de ces messieurs, pas plus que leurs pleurs ne doivent tromper les travailleurs. Ce sont des larmes de crocodiles destinées à justifier les crimes impérialistes en s'en prenant à ceux commis par la bureaucratie soviétique.

Les travailleurs et les peuples du monde entier n'ont pas à compter sur qui que ce soit pour que leur volonté de changement aboutisse. Leur avenir c'est d'eux-mêmes qu'il dépend, de leurs combats et de leur capacité d'organisation.

GUADELOUPE

Pénurie de gaz : Les responsables ce sont les grosses sociétés

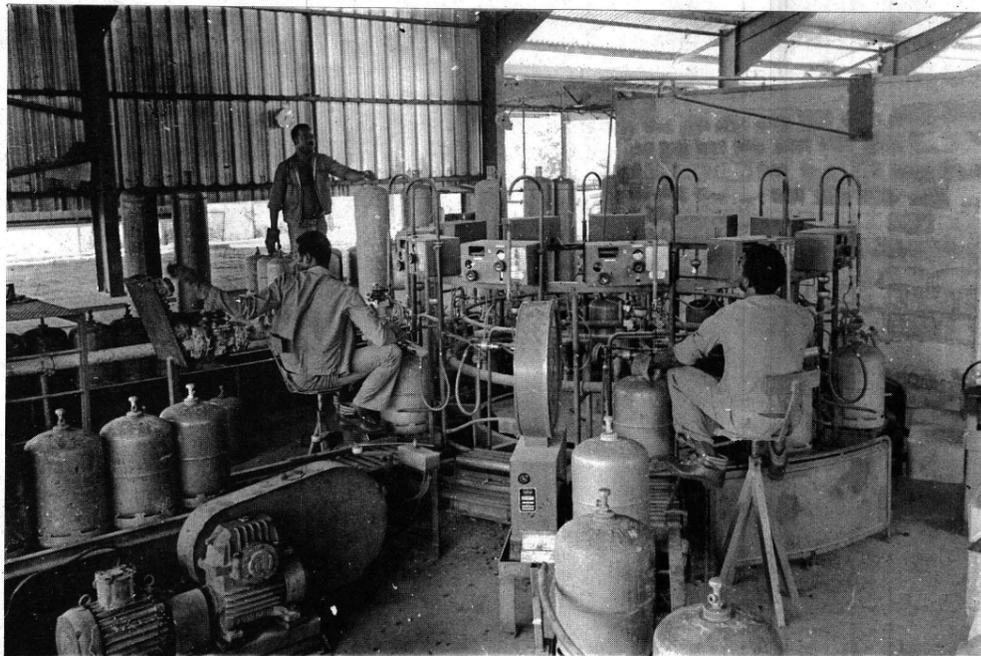
A en croire la presse colonialiste, les consommateurs seraient en partie responsables des graves problèmes de ravitaillement en gaz quelques semaines déjà. Se faisant l'écho des sociétés distributrices de gaz, elle tente d'expliquer les perturbations du ravitaillement par le fait que les gens ont constitué chez eux des stocks de plusieurs bouteilles.

En effet, le gaz manque dans toute la Guadeloupe, de sorte que les gens ont dû s'approvisionner en réchauds à leur vendre le contenu en partie en problèmes.

L'affolement est tel au sein de la population que les automobilistes n'hésitent pas à établir des barrages pour arrêter à la sortie de Jarry les rares camions qui partent approvisionner certaines communes, en obligeant les conducteurs de ces véhicules à leur vendre le contenu de leur chargement. Le bruit court aussi qu'un marché noir autour de la vente du gaz se serait constitué. Cette situation est devenue très embarrassante pour la population. Elle doit cependant mettre en évidence les problèmes liés à l'approvisionnement et au stockage du gaz et de comprendre les véritables causes de cette pénurie. Celles-ci sont plus profondes que ce que l'on veut nous faire croire.

C'est la SARA, la raffinerie de pétrole de la Martinique qui alimente la Guadeloupe. Mais en ce moment cette raffinerie n'arrive pas à remplir sa fonction dans des conditions normales pour des raisons techniques nous affirmer-t-on. Ce problème d'approvisionnement existe depuis bien trois mois même si les consommateurs n'ont commencé à ressentir ses effets de façon dramatique que depuis deux semaines environ. Il faut savoir que le gaz que nous consommons provient de l'Arabie Saoudite, car voyez-vous, la majorité des actions de la SARA appartiennent à ELF, société française qui achète son énergie en Arabie Saoudite. Maintenant que les consommateurs sont confrontés à des problèmes d'approvisionnement, ils pourraient trouver judicieux que

Suite page 2



GAZ: 4 GRANDES SOCIÉTÉS SE PARTAGENT LE GÂTEAU

Le tonnage de gaz livré en Guadeloupe est de 11.800 tonnes pour l'année 1979. Ce gaz est distribué par quatre sociétés distributrices. Butagaz, la plus importante, assure 70 % du ravitaillement.

Thermogaz en assure 20 à 25 %. En plus de ces deux sociétés il y a Esso-Gaz et Tex-Gaz.

Quant au conditionnement du gaz il est réalisé de plusieurs manières.

Le gaz en vrac qu'utilisent les collectivités locales (hôtels, immeubles...) est stocké dans des citernes. D'autre part, ce stockage est aussi réalisé dans des bouteilles de 40 Kg et dans de plus petites de 12,5 Kg. Ces dernières sont les plus utilisées, la consommation mensuelle est

environ de l'ordre de 70.000 petites bouteilles.

Ce gaz arrive aux consommateurs par l'intermédiaire de revendeurs agréés. Ceux-ci sont en général des petits commerçants dans des campagnes. Butagaz la plus importante société compte 750 revendeurs. Sur la bouteille de gaz vendue par eux à 34,50 F, prix fixé par la préfecture, ceux-ci reçoivent une ristourne de 2,00 F.

Donc, même si les petits commerçants interviennent dans le circuit de distribution, ils ne reçoivent que des miettes en compensation. Ce sont les sociétés distributrices qui se partagent la grosse part du gâteau.

LAREINTY OUVRE ...POUR COMBIEN DE TEMPS ?

Finalelement, l'usine du Lareinty rouvrira ses portes pour la prochaine campagne sucrière. Déjà, les ouvriers sont à pied d'œuvre pour mettre en état de marche l'usine qui avait été abandonnée dans les faits par son propriétaire, le gros capitaliste Hayot.

Il avait fallu de vigoureuses protestations et notamment l'organisation d'une journée «Lamentin ville morte» pour que le gouvernement consente à admettre la possibilité de réouverture de l'usine, alors que tout semblait indiquer qu'en haut lieu personne n'y était opposé.

Ces messieurs ne voyaient donc pas d'un mauvais oeil que plus d'une centaine d'ouvriers d'usine perdent leur emploi et que l'année 1980 se traduise par des revenus encore plus bas pour les petits planteurs du Sud, contraints de vendre leurs cannes à l'usine du Galion et donc obligés de payer encore plus cher le transport de leurs cannes sur une vingtaine de kilomètres supplémentaires.

On pourrait croire que ce projet a été mis en

échec par la mobilisation organisée par le PCM et toute la gauche autour du Lareinty.

Mais ces faits ne doivent pas cacher que les capitalistes, eux, n'ont nullement connu une défaite et même que cette réouverture leur apportera encore des profits supplémentaires.

Un premier gagnant, Monsieur Hayot

La réouverture du Lareinty ôte de nombreux soucis à ce grand capitaliste, possesseur de milliers d'hectares de terres en Martinique. Le voilà débarrassé de la gestion de l'usine du Lareinty, usine qui prenait de plus en plus l'aspect d'un monceau de rouille en face de l'aéroport. Il aura évité en même temps d'investir les 400 millions de centimes nécessaires à la remise en état des bâtiments et des machines déjà en piteux état avant que le cyclone David ne vienne endommager l'ensemble.

Mais les bienfaits ne s'arrêtent pas là, pour Hayot. Voilà que l'état prend en char-

ge le transport des cannes pour la récolte qui vient. Monsieur Hayot, qui produit la moitié de la canne dans le Sud peut être heureux et dormir sur ses deux oreilles : sa récolte, transportée aux frais de la collectivité sera broyée dans son usine restaurée aux frais de la collectivité. Qui s'étonnera alors que ce monsieur, loin d'être effrayé par la remise de la «production martiniquaise» comme le disent si élégamment Justice et le Progressiste, s'en félicite ouvertement !

Le second bénéficiaire : Cointreau

Cette société capitaliste, multinationale de l'apéritif, est propriétaire de l'usine du Galion. Elle s'en tire encore mieux que Hayot puisqu'il est prévu de lui acheter son usine et de lui donner une part minoritaire mais importante de la future Société d'Economie Mixte. Fait encore plus important : la prise en

Suite page 4

LA PENURIE DE GAZ

SUITE DE LA PAGE 1

Les autorités importent ce gaz de Trinidad qui est tout près de nous ou d'un autre pays de l'Amérique du sud. Mais cette solution n'est pas envisageable car le gaz de Trinidad est « différent » de celui qu'on utilise en Guadeloupe.

Sa pression n'est pas la même et il est donc impossible de le stocker car le matériel dont dispose les sociétés de distributions en Guadeloupe n'est pas adéquat.

D'autre part quand on connaît le sous équipement qui existe dans les domaines du stockage et de la distribution, cela permet de bien voir la responsabilité des sociétés distributrices dans la situation actuelle. Et pourtant l'augmentation constante de la consommation (10 % en moyenne par an) aurait dû les mettre en alerte. Mais non, il a fallu qu'on arrive à une impasse pour que ces sociétés puissent envisager d'augmenter leur capacité de stockage.

Ce sous-équipement existe aussi au niveau de la distribution du gaz en citerne. C'est ce mode de distribution qui sert à l'alimentation des collectivités (hôtels, immeubles...). Il est

beaucoup plus pratique que celui qui se fait en bouteilles. En effet, le nombre d'abonnés au gaz collectif est anormalement bas. Il avoisine le millier. Pourtant ce n'est pas que les consommateurs refusent d'utiliser ce gaz. Mais la raison en est que de nombreux immeubles sont construits sans l'équipement nécessaire qui permettrait aux locataires l'utilisation du gaz collectif. D'ailleurs ce problème est vécu de manière encore plus dramatique par les personnes âgées qui habitent au 3^{ème} étage d'un immeuble de Pointe-à-Pitre ou de ses environs. Car il leur est impossible de monter plusieurs escaliers en portant à bout de bras plus de 12 Kg.

VA-T-ON VERS UNE AUGMENTATION DU PRIX DU GAZ ?

Telle est la question qu'on est en droit de se poser au vu des problèmes d'approvisionnement auxquels les consommateurs sont actuellement confrontés. On peut craindre en effet que la pénurie actuelle de gaz serve aux sociétés distributrices, d'écran de fumée qui leur permettrait de pratiquer des augmentations

du prix du gaz.

En effet, depuis la crise de l'énergie en 1974 celui-ci n'a pas cessé d'augmenter.

En 1971, la bouteille de 12,500 Kg est passée de 27,50F entre juin 1973 et février 1974. Après une période de stabilisation allant de février 1974 à septembre 1979 on assista à une nouvelle flambée des prix. Et c'est en octobre 1979 que le prix de la bouteille passera à 34,50 F

Et après la dernière augmentation du prix de l'énergie dont les grosses sociétés sont en réalité les véritables responsables il faudrait donc s'attendre à une prochaine augmentation du prix du gaz.

Car ici comme ailleurs, les capitalistes n'hésitent pas à faire supporter aux travailleurs les frais de la crise économique.

Les capitalistes organisent la pénurie de gaz or celui-ci est devenu d'autant plus indispensable que les autres sources d'énergie traditionnelles (charbon en particulier) ont reculé devant les changements de mode de vie, changements en grande partie liés aux transformations de l'habitat. . .

JULIA ET LA MAIN DE WASHINGTON

Le RPR, en la personne de Monsieur Didier Julia, délégué du parti de Chirac pour les DOM-TOM vient de trouver les raisons de la domination du PPM à Fort-de-France et de la pourquoï des réélections de Césaire depuis plus de 30 ans dans cette ville. Monsieur Julia pour être nouveau dans sa fonction au RPR n'en enfourche pas moins un vieux cheval de bataille : la main de l'étranger !

Mais là où Monsieur Julia innove, c'est qu'il délaisse les cibles commodes du passé. Le responsable, ce n'est plus l'or de Moscou. Brejnev ayant sans doute déjà trop servi ne peut plus faire assez peur !

Non, le maître à penser de Césaire, ou plutôt son protecteur, c'est Mister Robinson..

consul des Etats-Unis à Fort-de-France !

Selon le responsable du RPR, il existe des preuves flagrantes de la collusion entre le Département d'Etat et le PPM. Et c'est ainsi qu'il cite le voyage culturel effectué par le directeur du SERMAC, Jean-Paul Césaire dans la communauté noire des USA pour préparer . . . le dernier festival culturel de Fort-de-France. Témoin aussi la bourse de voyage obtenue par Arthur Régis lors des grandes vacances de 1979 en même temps d'ailleurs que Joë Sainte-Rose, politicien de la majorité !

Se rendant sans doute compte que c'était un peu «maigre» pour étayer ses accusations, Monsieur Julia est retombé dans le vieux couplet anti-castriste archi-usé : la Martinique serait menacée de subversion parce qu'il y aurait maintenant une liaison régulière par bateau chaque mois entre Fort-de-France et Cuba.

Le RPR n'hésite pas donc à faire flèche de tout bois pour tenter d'attiser la peur des électeurs contre un rival électoral qui a de surcroît la caractéristique d'être anticolonialiste. Cela convaincra-t-il des électeurs supplémentaires ? C'est en tout cas sans doute le secret espoir de Monsieur Julia et de ses émules martiniquais.

Jacques BRUEL

FETES DE FIN D'ANNEE : UNE AFFAIRE D'OR POUR LES MAGNATS DE L'IMPORT - EXPORT

Dans les menus de réveillon étaient inaugurés cette année. les « pois de bois » importés d'Afrique en passant par Paris. Bien sûr, ils étaient loin d'être aussi moelleux que lorsqu'ils sont frais. Mais avec le passage de David et Frédéric, la production locale était en retard, il fallait bien s'en contenter, à moins de se battre pour en acheter un kilo entre 25 et 50 Frs.

Les conséquences des cyclones de septembre n'ont pas été désastreuses pour tout le monde. Les pois de bois, les carottes, tomates, citrons, laitues et autres furent importés tous ces derniers temps en bien plus grande quantité que d'habitude.

Les gros capitalistes de l'import-export ont dû passer des réveillons bien doux. On estime à 70 % la part des produits alimentaires importés pendant la période des fêtes.

Mais ce n'est pas seulement dans cette période que les capitalistes du négoce font des super-bénéfices.

Et ce ne sont pas non plus les dindes aux marrons, la fine charcuterie française ou les

vins de choix qui constituent le gros de leurs bénéfices.

Ce sont bel et bien les produits de consommation courante, ceux qu'on ne trouve pas sur le marché local (ou bien lorsqu'on les trouve, ils sont vendus à des prix exorbitants) que les consommateurs achètent le plus régulièrement dans les grands magasins.

Les produits locaux coûtent le plus souvent plus cher que les produits importés. Les chiffres de l'INSEE présentés dans le journal ICAR sont clairs à ce sujet.

Les fruits et légumes locaux franchiront pour les douze mois de l'année 79 la barre des 20 % d'augmentation par rapport à 78. Alors que la hausse moyenne des prix se situera autour des 10,3 %. Dans le même temps, la hausse des prix des fruits et légumes importés serait de 5,5 %, soit très en dessous de la hausse moyenne.

Et pour ceux qui voudraient voir dans les difficultés de la production des cultures vivrières

et maraichères, ou dans leur inexistance actuelle, les seules conséquences du passage des cyclones, il est plus difficile d'expliquer que ces derniers seraient aussi responsables de l'insuffisance de la production de porc en cette fin d'année. . . Là encore l'importation de viande de porc pour le traditionnel « ragoût de cochon » de Noël a été particulièrement importante cette année.

Alors, les éternels chantres de service du « décollage économique des Antilles », ceux qui, à longueur de colloque ont toujours des rapports à présenter sur la « diversification des cultures » ou le « développement de l'élevage porcin » pourraient mettre au panier leurs kilomètres de paperasseries inutiles et mensongères.

Car tous ces projets, tous ces rapports et tous ces colloques resteront des vœux pieux tant que toute l'économie des Antilles sera dominée par une poignée de capitalistes qui trouvent plus rentable d'importer tout ce qui se consomme ici, jusqu'aux produits alimentaires courants.

AFGHANISTAN : LA DETENTE EST ELLE REMISE EN CAUSE ?

Les réactions politiques à l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan continuent à susciter et à retenir l'attention. Les journaux et les radios occidentaux n'ont pas de mots trop torts pour qualifier l'opération militaire russe. On apprend aussi que toutes sortes de gestes symboliques de protestation ont eu lieu : ambassadeurs rappelés, départ de certains membres des ambassades soviétiques réclamés, refus de certains chefs d'état de recevoir l'ambassadeur soviétique qui venait s'expliquer.

On n'a jamais vu tant d'indignation déversée avec tant de véhémence lors des raids militaires anglo-français au Moyen-Orient, ou lors de l'affaire de Kolwezi, ou en de multiples autres circonstances où les armes de l'un ou de l'autre impérialisme ont écrasé d'autres peuples sous leurs bombes.

Les gros titres des journaux sont aussi très explicites « Les russes attaquent », « L'offensive russe » « 50 000 chars soviétiques à nos frontières » etc. . . Et on parle de la mort de la « détente » c'est à dire de la fin de la politique de concertation entre les deux grandes puissances pour régler les grands conflits éclatant ici ou là sur le globe. Qu'en est-il exactement ?

Cette détente voulait que les deux grands ne se marchent pas sur les pieds dans leurs chasses-gardées respectives, et que les points chauds soient désamorçés par une commune « bonne volonté » sans que les intérêts de l'un ou de l'autre camp soient lésés.

C'est ainsi que l'une ou l'autre grande puissance a pu intervenir sans que l'autre bouge dans sa sphère d'influence. Les russes sont intervenus massivement en Hongrie pour écraser le soulèvement ouvrier de 1956, en Allemagne de l'Est trois ans avant et en Tchécoslovaquie douze ans plus tard.

Mais dans la même période, on a vu les troupes américaines à Saint-Domingue, au Viet-Nam, les instructeurs et conseillers américains et la CIA en Indonésie, en Amérique Latine



(Guatemala 53), en Grèce: Le plus souvent, l'armée américaine n'avait pas besoin d'intervenir car les armées de tous ces pays étaient déjà contrôlées par les américains.

Avec l'intervention soviétique en Afghanistan, on voit l'impérialisme américain brandir la menace de changer d'attitude envers l'Union Soviétique. Au passage on peut observer que bien des responsables politiques bourgeois (Giscard) ou religieux (le Pape) profitent de l'affaire en question pour faire leur habituelle cuisine politique. Cette affaire de politique extérieure a tout l'air de bien tomber pour régler des affaires intérieures. Et si les chefs



d'états des pays impérialistes parlent si fort du danger de guerre mondiale, on a tout lieu de penser que ce n'est nullement parce qu'ils croient que l'affaire d'Afghanistan puisse évoluer en un conflit ouvert entre l'URSS et les USA.

Carter a bien menacé de changer désormais d'attitude envers les russes, les traitant de menteurs, de perfides, de vilains garnements en somme.

Il a même sanctionné l'action des russes en suspendant la livraison de grains (blé, mais notamment) à l'URSS, en suspendant la signature des accords SALT etc. . . Mais tout

cela a l'air de réactions soigneusement calculées, pour plaire à l'électorat de droite américain, déjà sensibilisé par la question des otages américains en Iran. L'opération soviétique en Afghanistan venant après cette affaire d'otages de Téhéran ne pouvait que conduire Carter à froncer les sourcils et à durcir la mâchoire.

Mais rien d'inéluctable n'a été fait ou même déclaré. Carter a durci le ton, mais il a pris la précaution de laisser ouverte toute possibilité de renouer par la suite les contacts avec les russes.

Evidemment l'administration Carter en a profité pour avancer ses pions face aux russes. Des liens ont été renforcés avec la Chine, des armes envoyées ou promises au Pakistan, un programme spécial amorcé pour constituer une nouvelle force spéciale d'intervention au Moyen Orient. . . tout ce que réclamait le clan le plus dur, le plus interventionniste de la Maison Blanche.

La détente n'est pas remise réellement en cause. On n'a aucune information qui permette de dire que le conflit en Afghanistan va s'aggraver par l'intervention pakistanaise ou chinoise (agissant poussés par les américains). Ceux-ci n'interviennent pas directement. Ils protestent, ils crient, mais c'est de bonne politique.

Mais que les USA profitent de la situation ainsi créée par les russes en Afghanistan pour faire toute une campagne anti-soviétique, anti-communiste, qu'ils arrangent leurs alliances, marquent des points pour le futur affrontement tout cela montre qu'il n'y a pas loin entre la paix armée qu'est la détente, la paix entrecoupée de conflits plus ou moins graves qu'est la guerre froide et la guerre tout court.

Le passage de l'un à l'autre dépend du seul jeu des intérêts des grandes puissances et donc de l'estimation qu'elles font à chaque instant de l'équilibre des forces en présence.

G.R.

GUADELOUPE : POUR LES OUVRIERS DE LA BANANE, UNE SITUATION INTOLERABLE

La feuille d'entreprise « Plantations en lutte » distribuée dans les plantations de banane de la région de Capesterre, dénonce dans sa parution du 4 janvier, la situation scandaleuse que connaissent les ouvriers de la banane depuis plusieurs mois. Des échos montrent aussi comment les patrons comme Max Martin, Le Métayer, profitent du désarroi dans lequel se trouvent de nombreux travailleurs privés d'emploi, pour leur imposer des conditions de travail particulièrement scandaleuses et révoltantes.

SCEFA : MARTIN VEUT SE DEBARRASSER DE PLUS D'UNE CINQUANTAINE DE TRAVAILLEURS

Au moment de la reprise du travail à la SCEFA—SCEPLAG, la direction n'avait embauché qu'une partie du personnel, à peine une centaine sur les 250 à 300 que compte l'entreprise. Une partie, plus d'une cinquantaine, fut admise sur les chantiers de chômage. A ceux-là, à la fin du mois de décembre, la direction de la DDE avait déclaré qu'elle n'avait plus de travail pour eux en janvier, les indemnités de chômage aux travailleurs privés d'emploi du fait des cyclones ne devant être versées que trois mois seulement.

Ces travailleurs se sont donc présentés à la SCEFA—SCEPLAG. Et semble-t-il, Martin, le directeur de la SCEFA aurait déclaré ne plus les connaître puisqu'ils sont actuellement employés par la DDE.

Enfin, la direction de la DDE, a décidé de les employer jusqu'à la fin janvier. Et après cette date, qu'ils deviendront-ils, ces travailleurs ? Seront-ils jetés à la rue comme la direction de la SCEFA—SCEPLAG menace de



Le cyclone David: un bon prétexte pour les capitalistes

le faire ?

Là encore, c'est leur mobilisation seulement qui permettra de mettre Martin en échec.

Près de cinq mois après les cyclones David et Frédéric, la situation de l'emploi dans la banane ne s'est toujours pas améliorée. Loin s'en faut.

C'est ainsi par exemple qu'à la SCEFA—SCEPLAG, où le travail n'avait repris qu'à la mi-octobre et après que les travailleurs eurent bien manifesté leur colère, sur les 250 à 300 travailleurs que compte l'entreprise, à peine une centaine sont aujourd'hui employés, les autres sont ou sur les chantiers de chômage, ou sans travail comme c'est le cas pour toutes les camarades femmes. La récolte des bananes

ne devant commencer qu'en mars-avril, cela veut dire que ces travailleurs, ceux employés sur les chantiers de chômage et qui n'y seront que jusqu'à la fin janvier, et les femmes, resteront encore près de 3 mois sans travail et peut-être sans ressources.

A la SCA—Boulogne, après un mois de chômage technique, le travail devrait en principe reprendre ce mois-ci.

A la SCA—Plaine, le travail ne doit reprendre qu'en février après un arrêt de un mois et demi.

Chez Butel, à Blondinière, le travail est actuellement suspendu, mais en principe la durée de cette suspension n'est pas connue.

Sur les autres plantations de la région, les travailleurs obtiennent, deux ou au grand maxi-

mun quatre jours de travail par quinzaine.

Quand on sait, qu'en principe les 700,00F d'indemnité prévus pour les travailleurs privés d'emploi ne peuvent être perçus que 3 fois, on imagine aisément dans quelle situation catastrophique se trouvent les travailleurs de ce secteur.

LE METAYER (Moreau) : NON AU TRAVAIL SANS SECURITE SOCIALE !

Sur la plupart des plantations, il n'y a pas beaucoup de travail, la situation des travailleurs est difficile. Mais chez le Métayer à Moreau, c'est vraiment le grand scandale. En effet, cet exploitateur aidé de son nouveau gérant fraîchement débarqué de France, a demandé aux travailleurs de venir travailler, en attendant les 700,00F d'indemnité, « sans Sécurité Sociale ». Et comme aucun travailleur de la plantation n'a jusqu'à aujourd'hui touché les 700,00F, bon nombre ont été presque obligés de travailler dans ces conditions.

Ainsi non content de n'avoir pas fait à temps les démarches pour nous permettre de toucher les 700,00F, Le Métayer profite de plus pour nous obliger à travailler sans « Sécurité Sociale ». C'est scandaleux. D'ailleurs, on se demande si ce n'est pas volontairement qu'il n'a pas envoyé nos dossiers à la préfecture. Il profite donc de nos difficultés pour nous obliger à travailler de manière à faire grossir sa fortune encore plus rapidement.

Cela donne une idée sur la façon dont ces exploitateurs amassent leur fortune, sur la sueur et parfois le sang des travailleurs. Il faut dénoncer partout les agissements de Le Métayer à Moreau.

EMIGRATION : DES HAUSSES EN CASCADE POUR LA NOUVELLE ANNEE

Pour la nouvelle année, le gouvernement a annoncé une longue liste de hausses :

- des cotisations à la Sécurité Sociale
- de 19 centimes pour l'essence et d'autant pour le fuel
- des tarifs des PTT
- des redevances de télévision de 6,7 %
- des tarifs marchandises SNCF de 12 %
- du ticket de métro qui passe de 1,50F à 1,75F
- du pain

Et ce n'est pas tout. On annonce pour les jours à venir la hausse du gaz, de l'électricité d'environ 11 %, des tarifs voyageurs de la SNCF, des assurances etc. . .

Le seul argument que Barre ait trouvé pour expliquer ces augmentations, est la hausse des prix du pétrole brut dans les pays de

l'OPEP. Cet argument n'est qu'un mensonge, car malgré les dernières hausses du prix du pétrole, un litre de pétrole brut ne revient qu'à 60 centimes. Pourtant Barre et Giscard veulent nous faire payer le litre d'essence 3,27F. Toutes ces hausses en début d'année ne sont qu'un moyen commode pour enlever de l'argent des poches des salariés et pour les reverser dans celles des capitalistes. Barre cache ce transfert d'argent en répétant à tue-tête que c'est le pétrole et les pays arabes qui sont les responsables de l'augmentation des prix et des baisses du pouvoir d'achat qui s'en suivent.

L'année a changé mais pas la politique de Barre. Politique qui consiste à faire payer la crise aux salariés et à voler au secours des capitalistes.

GROSSE-MONTAGNE: LES TRAVAILLEURS IMPOSENT LE PAIEMENT DES JOURS DE GREVE ET 300 F DE PRIME

La grève commencée à l'usine de Grosse-Montagne le vendredi 4 janvier s'est achevée mardi 8 janvier. Les travailleurs, qui réclamaient une prime de fin d'année de 700Frs, ont accepté de mettre fin à leur action après avoir obtenu :

- le paiement des trois jours de grève et
 - 300 Frs de prime qui leur seront versés au début de la campagne.
- Notons que les ouvriers du garage n'ont obtenu que 200 Frs au lieu de 300 Frs.

Rappelons les faits :

Fin décembre à la demande de la majorité des ouvriers, les responsables syndicaux rencontrèrent plusieurs fois la direction pour lui réclamer la prime de fin d'année.

Celle-ci, prenant prétexte des difficultés que connaîtrait l'entreprise, répond par la négative. Face à ce refus patronal, ce sont tous les travailleurs qui vont trouver Mr Hayot, directeur de l'industrie, le mercredi 26 décembre. Ce dernier maintient sa position : il ne peut rien faire.

Jeudi 4 janvier, au cours d'une assemblée générale, les travailleurs décident de se mettre en

grève dès le lendemain, vendredi 5 janvier. Vendredi matin, la grève est totale à l'industrie et au garage. Les ouvriers du garage de Comté se joignent au mouvement. Seuls les ouvriers de la distillerie continuent à travailler ; ils préfèrent donner un préavis de grève pour le lundi 7 janvier. Les cuves de cuisson sont pleines de vesou, les travailleurs décident de poursuivre la distillation jusqu'à la liquéfaction complète des cuves. Mais finalement, ils ne seront que quelques uns à faire grève lundi. Certains saisonniers ne se sentent pas concernés par la prime qu'ils ne sont pas sûrs d'obtenir.

Cette situation créée à la distillerie pèse sur le moral des autres travailleurs. De plus, certains cadres ont continué à travailler. Les travailleurs proposent de les arrêter mais tous les délégués ne sont pas de cet avis. Un nouveau rendez-vous est pris pour le lendemain, mardi.

Certes, ceux de Grosse-Montagne n'ont pas arraché les 700 Frs qu'ils réclamaient au départ. Mais en imposant le paiement des trois jours de grève, plus 300 Frs, ils sont loin d'avoir subi une défaite.

EMIGRATION : HOPITAL PITIE (PARIS) UN PETIT CHEF EN ACTION

Un agent hospitalier du Bloc opératoire maternité de Pitié vient de recevoir sa prime de fin d'année amputée de moitié. Cette sanction fait suite à un accrochage qu'il avait eu avec un petit chef de l'hôpital.

Avant les dernières grandes vacances, ce camarade avait demandé les mois de juillet et d'août pour partir en congé. Le chef du personnel a exigé des certificats de scolarité de ses enfants à l'appui de sa demande.

Cet agent ayant porté ces pièces justificatives, le chef du personnel lui a répondu : « vos enfants n'ont pas l'âge du bac. »

L'agent s'est mis en colère déclarant que l'âge du bac n'avait rien à voir avec sa demande. Le chef du personnel n'acceptant pas qu'on le contredise a changé son discours l'étendant cette fois à tous les antillais : « oui, vous

les antillais, vous vous croyez tout permis, vous voulez toujours les mois de juillet, août, décembre ou janvier.

Devant cette réponse, l'agent a quitté le bureau du chef du personnel sans obéir à ces rappels à l'ordre. Arrivé à son service, la surveillante générale lui apprend qu'il a reçu un avertissement disciplinaire ; cette sanction entraîne la suppression de la moitié de la prime de cet agent. Ce monsieur après le départ de l'agent avait téléphoné à la surveillante générale et par cette sanction voulait montrer son autorité.

Aujourd'hui, cette sanction est effective. Elle montre jusqu'où peut aller la hargne et le mépris de certains petits chefs.

ECHOS DES ENTREPRISES

SOCALTRA UNE AMENDE REVIENT MOINS CHER A LA DIRECTION QUE NOTRE SECURITE

Si la direction pleure pour les 9.000F d'amende qui lui ont été infligés, cela ne l'empêche pas de continuer à faire faire des heures supplémentaires sur les chantiers, chaque soir et même le dimanche.

Il faut croire que 9.000F ce n'est rien à côté des millions de profit qu'elle fait sur notre dos avec les heures supplémentaires !

LES HEURES SUPPLEMENTAIRES, CAUSE DE FATIGUE ET D'ACCIDENTS : REFUSONS LES !

Au Bassin, les conditions de sécurité ne sont pas respectées par les patrons. Mais la fatigue des ouvriers ajoute encore aux dangers qu'ils courent. Et ceux qui font des heures supplémentaires pour gagner quelques sous de plus, qui travaillent le dimanche sans prendre de repos, ceux-là sont les plus exposés aux risques d'accident. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé le dimanche 14.

Camarades, ne risquons pas notre vie ou notre santé pour quelques miettes que le patron nous donne pour nos heures supplémentaires. Ces heures supplémentaires ne profi-

tent qu'à lui. Mieux vaut se battre tous ensemble pour de meilleurs salaires !

CENTRE HOSPITALIER DE FORT DE FRANCE

DES ECONOMIES DANGEREUSES

Pour faire des économies, la direction a décidé de pénaliser les malades en ne remplaçant pas le personnel en congé.

Ainsi à Lecornu, une infirmière travaillant seule l'après-midi, sans aide-soignante, a été obligée de faire appel à un brancardier pour lui prendre un médicament en pharmacie.

A HA2, une aide-soignante s'est retrouvée seule à assurer la garde de nuit !

N'acceptons pas cette situation qui peut être lourde de conséquences pour les malades.

HOSPICE :

IL FAUT UN REMPLAÇANT

Au restaurant de l'Hospice, sur les agents affectés à ce service, un est absent pour un mois et non remplacé.

Il n'en reste plus que 3 pour assurer le service. Et certains jours, il n'y en a qu'un seul pour faire le travail, au lieu de deux.

C'est insuffisant pour servir à manger à plusieurs dizaines de vieillards, dresser les tables, les nettoyer, etc. . .

Là aussi, la direction a fait le choix de pénaliser les personnes âgées et le personnel.

IRAN : MANIFESTATIONS D'OPPOSITION A KHOMEINY

Depuis quelque temps, le régime de l'ayatollah Khomeiny doit faire face à une montée de contestations dans l'ensemble du pays. Dans plusieurs villes, et notamment à Tabriz, capitale de l'Azerbaïdjan et deuxième ville du pays, des affrontements de plus en plus nombreux ont lieu entre partisans de l'ayatollah Chariat Madari et gardiens de la révolution. Dans les provinces, en particulier de Kurdistan, au Turkménistan, en Azerbaïdjan et près du Golfe Persique, l'opposition au pouvoir central semble

se développer.

En fait, beaucoup d'opposants à Khomeiny paraissent trouver en Chariat Madari le leader capable de contester l'autorité toute puissante de l'Imam. C'est ainsi que parmi les partisans de Madari, on trouve aussi bien des commerçants dont les affaires ont connu une certaine baisse, que des membres de minorités ethniques, des gens de gauche déçus par l'anticommunisme de Khomeiny, ou même des partisans de l'ancien premier ministre, Chapour Bakhtiar.

Cette convergence de personnes d'horizons divers sur la personne de Chariat Madari n'est pas l'effet du hasard. En effet, dans l'atmosphère créée depuis le renversement du Chah, seule une personne bénéficiant d'une popularité considérable peut valablement faire figure d'opposant. Chariat Madari, qui n'a jamais quitté le territoire iranien, même pendant la dictature du Chah, possède une grande influence. Mais le fait qu'il s'agisse une fois de plus d'un leader religieux montre

les limites de ce qu'il peut apporter au peuple iranien, et en particulier aux travailleurs, comme changement véritable. Aux yeux de beaucoup, il apparaît comme plus démocratique que Khomeiny, mais s'il venait au pouvoir, rien de fondamental ne changerait.

Une telle éventualité est cependant encore loin d'être envisageable, car jusqu'à nouvel ordre, Khomeiny tient toujours fermement en main les rênes du pouvoir.

M.R.



LAREINTY OUVRE... suite de la page 1

charge par l'état du transport lui donnera sans bourse déliée un approvisionnement stable et régulier en cannes, ce qui est d'autant mieux venu que cette année, comme l'affirme le PDG de l'usine du Galion, le rendement sera bas dans le Nord (où est installé Cointreau) mais non dans le Sud, dont cette société logne la production.

On le voit donc, les travailleurs paient déjà lourdement, en tant que contribuables, le maintien en marche du Lareinty. Mais même ce dernier acquis est temporaire et illusoire.

A quand la prochaine fermeture du Lareinty ?

Car contrairement à ce que l'on peut croire, la volonté du gouvernement et des capitalistes n'a nullement changé. Ils ont fait payer dans un premier temps fort cher aux contribuables la réouverture de l'usine. Mais gouvernement et capitalistes se sont donnés par avance les moyens de fermer l'entreprise, le cas échéant.

Tout d'abord, c'est le fait que au mieux, le Lareinty ne tournera qu'au tiers de sa capacité. Prévue pour broyer de 100 à 120.000 tonnes l'usine n'aura à sa disposition qu'environ 40.000 tonnes de canne. On pourra ressortir d'autant mieux en haut lieu l'argument des résultats insuffisants pour justifier une prochaine fermeture.

Ensuite c'est le fait que même une partie de ce tonnage déjà insuffisant ira au Galion qui paiera plus cher la canne d'environ 25 Frs la tonne, les frais de transport étant pris en charge, comme nous l'avons dit, par l'état.

Enfin, et c'est la conclusion logique de ce qui précède, la part de choix laissée à Cointreau dans le projet gouvernemental le met en position de force pour diriger l'industrie sucrière et fermer le Lareinty, puisque telle est sa volonté et celle du gouvernement.

On voit donc comment la politique des partis réformistes, PCM et PPM est fautive, et ceci non seulement quant aux perspectives à long terme, mais même en ce qui concerne

FORT DE FRANCE GREVE DANS LES ASSURANCES

Les employés des différentes agences d'assurances de la Martinique sont entrés en grève le mercredi 9 janvier. Les travailleurs de ce secteur, en majorité des femmes, protestent contre le fait qu'avec l'année nouvelle, aucune augmentation de salaire ne leur ait été offerte, et font remarquer que par contre, les primes d'assurances (les cotisations) que doivent payer les assurés ont augmenté de 20 % !

C'est de manière très déterminée que les travailleurs de ce secteur, par ailleurs peu combattif, ont attaqué la nouvelle année. C'est ainsi qu'ils étaient plus de 150 dans la rue le mercredi matin et ils semblent décidés à se battre jusqu'à obtenir satisfaction.

les solutions immédiates des problèmes rencontrés par les travailleurs.

Non seulement la politique suivie par ces deux partis ne permettrait pas aux travailleurs de s'en prendre réellement aux capitalistes et à leurs richesses, car on leur demandait tout simplement de remettre sur pied des entreprises défilantes, laissées à l'abandon, comme dans le cas de l'usine du Lareinty. Mais même ce dont ces partis peuvent se vanter : l'emploi des travailleurs conservé, la possibilité pour les petits planteurs de ne pas subir une perte sèche à cause de la fermeture du Lareinty, tout cela est largement illusoire.

Mais c'est bien dans la caractéristique des partis réformistes, dont le programme, la pratique courante et toutes les activités en général sont bien incapables non seulement de changer la situation de la masse du peuple travailleur, mais même à court terme de le défendre dès lors qu'un problème sérieux se pose.

J. B.

AVIS AUX LECTEURS

Par suite de l'augmentation considérable des tarifs d'expédition du journal en Martinique et en France, le prix passera, lors de la prochaine parution :

- de 1,50 F à 2 F aux Antilles
- de 2 F à 3 F en France

Nous espérons que nos lecteurs continueront à soutenir **Combat Ouvrier** en achetant le journal régulièrement.

EXPOSITION SUR LA PECHE A BERGEVIN

A l'heure où nous écrivons, se tient à la salle d'exposition de Bergevin une exposition sur la pêche en Guadeloupe.

Cette exposition a le mérite, à travers différents matériels exposés, de faire le visiteur toucher du doigt les problèmes de la pêche ici.

A chaque type de pêche correspond un matériel bien spécifique. Pêche à la nasse, pêche au creux, pêche à la traine, pêche à la palanque. Cette pêche est artisanale et exige du pêcheur une bonne connaissance de la mer. D'autre part, elle est pratiquée dans de frêles embarcations dont la forme varie avec le lieu. Ainsi la barque de pêcheur de Marie-Galante est différente de celle du pêcheur des Saintes.

Enfin, cette exposition montre les difficultés auxquelles sont confrontés les pêcheurs : faiblesse du rendement de ce type de pêche, mais aussi difficultés à payer des droits exorbitants. En effet, les pêcheurs doivent payer ce que l'on appelle une sorte d'impôt permettant l'exercice légal de la profession. Et, vu le peu de revenus qu'ils tirent de cette activité, vu le prix très coûteux du matériel (moteur, gas oil...), beaucoup sont obligés d'abandonner la profession.

Cinéma : "APOCALYPSE NOW"

Apocalypse Now est un film sur la guerre du Viet-Nam. Des images particulièrement crues nous montrent ce que fut cet enfer vietnamien tant pour les soldats américains que pour le peuple vietnamien, bien que la guerre soit retracée surtout du côté américain. Bombardements de villages, massacres de civils à bout portant, têtes coupées, napalm, c'est effectivement une vision «apocalyptique» mais bien souvent réelle de la guerre à outrance de l'armée américaine que nous avons pendant près de deux heures. L'enter psychologique aussi de cette guerre, les dégâts, les ravages qu'elle fait au moral et à la conscience des jeunes américains appelés à «défendre le monde libre» au Viet-Nam, et de quelle façon ! On comprend pourquoi, la corruption, la contrebande, la drogue ont fini par gagner à peu près toute l'armée, mais aussi la contestation, l'indiscipline, la haine des généraux chez des milliers de jeunes soldats.

Ces derniers, dont bon nombre étaient noirs, jeunes des ghettos, âgés parfois de 17 ans à peine, se retrouvaient en plein borbier vietnamien, avec les nerfs à bout, côtoyant la mort, la désolation à tout instant. Ils étaient parfois gagnés par la folie quand ils ne sont pas restés infirmes pour le restant de leurs jours.

Certaines scènes dévoilent bien toute l'absurdité et la contradiction de l'impérialisme, comme celle où un jeune noir en patrouille avec d'autres soldats sur un fleuve, arraisonne une jonque vietnamienne inoffensive et massacre tous ses occupants aux cris de «bandes de bridés». Ce jeune noir n'est-il pas lui-même victime du racisme et de la violence aux

États-Unis même, surtout dans les années 65-66 période que retrace le film ?

D'autres scènes qui ont certainement pu exister réellement sont particulièrement frappantes telles le bombardement aérien d'un village par des hélicoptères transportant des troupes, avec la musique de Wagner retransmise à tue-tête par des hauts-parleurs parce que d'après le colonel qui commande l'opération, cela panique les vietnamiens avec le bombardement. Le personnage de ce colonel, visiblement grisé par la guerre et qui semble éprouver quelque jouissance perfide à mener les combats, qui «aime l'odeur du Napalm» fait frémir, quand on pense que les guerres révèlent toujours de tels individus. Ce colonel Texan, chapeau de Cowboy sur la tête, au milieu des combats, décide de bombarder le village et d'occuper la plage pour voir un champion de surf américain sous ses ordres, faire une démonstration car, dit-il, les vagues sont exceptionnelles...

Le théâtre aux armées et l'apparition de femmes venues en hélicoptère «distraire» les boys, en faisant du strip tease, crée l'excitation générale, de véritables scènes d'hystérie collective chez les soldats d'une garnison qui fêtent leur départ d'un quelconque terrain d'opération au milieu de la jungle vietnamienne...

Mais le film n'est pas pour autant un documentaire, c'est l'histoire d'un capitaine en mission secrète pour retrouver un colonel des troupes spéciales devenu fou, qui tue et massacre, et fait couper les têtes par ses hommes partout où il passe. Il a conquis une tribu indigène au Cambodge et vit au milieu d'elle en

sacrifiant à des rites absolument barbares et bestiaux. C'est donc au cours de la remontée du fleuve qui doit l'emmener avec ses hommes jusqu'à ce colonel «qui ne fait que commettre un peu plus d'actes de folie que les autres» que l'horreur de la guerre du Vietnam est montrée. Mais ce qui rend mal à l'aise, malgré tout, dans le film, c'est qu'on a l'impression que le metteur en scène recherche dans cette description méticuleuse et insistante de l'horreur autre chose que la simple description de la guerre telle qu'elle est. Dans la forme d'abord, il semble vouloir communiquer à cette guerre absolument atroce et à ces horreurs on ne sait quelle esthétique beauté, ce qui peut apparaître chez lui comme une certaine complaisance et comme l'expression de ses fantasmes. La trop grande insistance des caméras sur la beauté du paysage pendant les bombardements et les massacres rend parfois mal à l'aise. Mais c'est surtout la fin du film qui déçoit, d'abord par la longueur, ensuite parce que l'auteur semble se complaire dans cette atmosphère de cauchemar.

Le personnage de Kurtz (incarné à l'écran par Marlon Brando), le colonel devenu totalement fou et sanglant est directement inspiré du Roman de Joseph Conrad «au cœur des ténébres», il porte d'ailleurs le même nom que celui du héros du roman. La complaisance de Coppola (le metteur en scène) pour ce personnage s'exprime quand il nous le présente comme une sorte d'inspiré ou d'ange exterminateur, qui a lui-même vu l'horreur et qui est en quelques sorte une victime qu'il faut comprendre. D'ailleurs, l'officier chargé de

le retrouver et de l'abattre l'étudie avec beaucoup trop de «compréhension» et même d'admiration.

Tout cela rend le film ambigu. On peut se demander si l'auteur veut vraiment dénoncer les criminels de guerre américains au Vietnam. En tout cas, le film perd à la fin le caractère dénonciateur et accusateur de la guerre du Vietnam et de ses atrocités que certaines scènes lui conféraient au début.

Pierre Jean Christophe

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N° 51728